



**Unité inter-départementale Tarn-Aveyron**

Arrêté préfectoral complémentaire n° ~~12.2021.12.23.00007~~ du **23 DEC. 2021**

**Objet : Société Fromagère de Rodez (ex VALMONT) - Commune d'Onet-le-Château**

Actualisation de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° 2011-34-07 du 3 février 2011  
et actant la sortie du système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre

---

**LA PRÉFÈTE DE L'AVEYRON**  
Chevalier de la Légion d'honneur

- VU** le code de l'environnement et notamment le chapitre unique du titre VIII du livre 1er relatif à l'autorisation environnementale ;
- VU** la directive 2003/87/CE modifiée du parlement européen et du conseil du 13 octobre 2003, établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre dans la Communauté ;
- VU** la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du code de l'environnement ;
- VU** la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement ;
- VU** le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de la préfète d'Aveyron ;  
Mme Valérie MICHEL-MOREAUX ;
- VU** l'arrêté du 11 juin 2021, modifié par l'arrêté du 30 août 2021, portant délégation de signature à Mme Isabelle KNOWLES, secrétaire générale de la préfecture d'Aveyron ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 27/02/20 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation

au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

- Vu** l'arrêté du 27/12/13 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2661 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté du 14/12/13 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté du 04/08/14 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 1185 ;
- Vu** l'arrêté du 15/04/10 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations-service soumises à déclaration sous la rubrique n° 1435 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté du 11/04/17 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ;
- Vu** l'arrêté du 27/03/14 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 1511 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté du 30/09/08 relatif aux prescriptions générales applicables aux dépôts de papier et carton relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 1530 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 05/12/2016 relatif aux prescriptions générales applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration (rubrique 1532.2) ;
- Vu** l'arrêté du 14/01/00 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2660 ou 2661 ;
- Vu** l'arrêté du 14/01/00 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2662 ;
- Vu** l'arrêté du 14/01/00 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2663 ;
- Vu** l'arrêté du 03/08/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 ;
- Vu** l'arrêté du 29/05/00 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2925 ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 02/05/02 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique 2940 ;
- Vu** l'arrêté du 01/08/19 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous l'une au moins des rubriques n° 4440 4441 ou 4442 ;
- Vu** l'arrêté du 22/12/08 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques n° 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748 ;
- Vu** l'arrêté du 19/11/09 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 4735 ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2011-34-07 du 3 février 2011 autorisant l'exploitation des installations de transformation de produits laitiers à la Société Fromagère de Rodez (ex VALMONT) sur le territoire de la commune d'Onet-le-Château (12850) ;
- VU** le récépissé préfectoral de déclaration d'antériorité n° 15274 du 3 décembre 2014 délivré au titre de la rubrique n° 3642-3 ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n°2018-08-20-001 du 20 août 2018 complétant les dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 3 février 2011 susvisé ;

- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n°2019-12-06-004 du 6 décembre 2019 complétant les dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 3 février 2011 susvisé ;
- VU** le courrier de demande de modification de l'arrêté préfectoral du 3 février 2011 susvisé suite au réexamen des conclusions sur les meilleures techniques disponibles des industries agroalimentaires et laitières (directive IED – Bref FDM), en date du 1<sup>er</sup> décembre 2020 ;
- VU** le courrier de demande de modification de l'arrêté préfectoral du 3 février 2011 susvisé, en date du 20 mai 2021, relatifs à l'article 6.14.4 et la mise à jour des rubriques ICPE du site ;
- VU** la demande d'antériorité au titre de la rubrique 4130 de la nomenclature des ICPE, en date du 13 août 2021 ;
- VU** le courrier et la demande associée de sortie du système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, transmis par la société Fromagère de Rodez via courriel du 23 novembre 2021 ;
- VU** la visite d'inspection du 1<sup>er</sup> avril 2021 réalisée sur le site exploité par la Société Fromagère de Rodez et le rapport avec les propositions de l'inspection des installations classées en date du 12 avril 2021 ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement en date du 23 juillet 2021 relatif à l'examen du dossier de réexamen IED ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2021, relatif à l'actualisation de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2011-34-07 du 3 février 2011 ;
- VU** la communication du projet d'arrêté préfectoral complémentaire préparé par l'inspection des installations classées, à la Société Fromagère de Rodez, le 2 décembre 2021 ;
- VU** les observations sur ce projet d'arrêté présentées par le demandeur par mail en date du 17 décembre 2021 ;

**CONSIDÉRANT** que le classement administratif des installations classées exploitées par la Société Fromagère de Rodez nécessite d'être mis à jour au vu des évolutions réglementaires de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** les modifications techniques réalisées au 23 novembre 2021 au sein de la Société Fromagère de Rodez, interdisant le fonctionnement en simultané de ses deux chaudières pour la production de vapeur ;

**CONSIDÉRANT** en conséquence qu'une de ces chaudières a désormais une fonction de secours ;

**CONSIDÉRANT** qu'au regard de la définition de la rubrique 2910 de la nomenclature des installations classées, le classement de la Société Fromagère de Rodez doit être actualisé ;

**CONSIDÉRANT** que cette actualisation a notamment pour effet de ne plus être visé par la directive 2003/87/CE citée supra à compter du 23 novembre 2021 ;

**CONSIDÉRANT** qu'il convient de ne pas autoriser le fonctionnement en simultané des deux chaudières pour la production vapeur ;

**CONSIDÉRANT** que le caractère non substantiel des modifications apportées à l'installation a été apprécié selon les règles de l'autorisation environnementale prévues au R. 181-46 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** qu'aux termes de l'article L. 181-14 du code de l'environnement, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, des arrêtés complémentaires peuvent être pris sur proposition de l'inspection des installations classées, à l'occasion de modifications non substantielles ou si les prescriptions préalablement édictées n'assurent pas la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que ces prescriptions doivent être fixées par arrêté complémentaire du préfet conformément à l'article R. 181-45 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que cette exploitation se poursuivra dans le respect des dispositions de l'arrêté préfectoral n° 2011-34-07 du 3 février 2011 et son arrêté complémentaire susvisés ;

Sur proposition de la Secrétaire Générale de la Préfecture du département de l'Aveyron ;

**- A R R E T E -**

## **Article 1<sup>er</sup> - Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs**

Les prescriptions du présent arrêté complètent ou modifient les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2011-34-07 du 3 février 2011 autorisant la Société Fromagère de Rodez située sur la commune d'Onet-le-Château (12 850) à exploiter des installations de transformation de produits laitiers.

Références des arrêtés préfectoraux antérieurs	Références des articles dont les prescriptions sont supprimées ou modifiées	Nature des modifications (suppression, modification, ajout de prescriptions) Références des articles correspondants du présent arrêté	Nature des prescriptions ajoutées ou modifiées
N° 2018.08.20.001 du 20 août 2018	Article 2	Modification Article 2	Mise à jour du classement des rubriques au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
N° 2019.12.06.004 du 6 décembre 2019	Article 2	Modification Article 3	Modification de la fréquence de surveillance de la DBO5
n°2011-34-07 du 3 février 2011	Article 2	Modification Article 4	Mise à jour de la liste des parcelles
	Article 6.14.3	Modification Article 5	Mise à jour de l'article
	Article 6.6.6	Ajout Article 6	Création de l'article relatif à l'acide nitrique
	Article 3.2.5	Ajout Article 7	Interdiction du fonctionnement en simultanée des deux chaudières fournissant la vapeur
	Article 3.2.3.1	Modification Article 8	Mise à jour du rejet de la chaudière de 16,6 MW
	Article 3.2.3.2	Modification Article 9	Mise à jour du rejet de la chaudière de 13,6 MW

## Article 2 – Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

L'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2018-08-20-001 du 20 août 2018, « Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées », est modifié comme suit :

Rubrique	Alinéa	Installations et activités concernées	Éléments caractéristiques	Régime du projet
3642*	3.a	Traitement et transformation, à l'exclusion du seul conditionnement, des matières premières ci-après, qu'elles aient été ou non préalablement transformées, en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux issus :  3. Matières premières animales et végétales, aussi bien en produits combinés qu'en produits séparés, avec une capacité de production, exprimée en tonnes de produits finis par jour : a) Supérieure à 75 si A est égal ou supérieur à 10 où "A" est la proportion de matière animale (en pourcentage de poids) dans la quantité entrant dans le calcul de la capacité de production de produits finis	900 t de produits finis / Jour  (A = 99,8 % animal)	A
4130	2.a	Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 10 t	Quantité totale susceptible d'être présente : 48,5 t (43 t d'acide nitrique + 5,5 t de P3-Horolith)	A
2661	1.b	Transformation de Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) 1. Par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression (extrusion, injection, moulage, segmentation à chaud, vulcanisation, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant : b) Supérieure ou égale à 10 t/j mais inférieure à 70 t/	Quantité de matière susceptible d'être traitée :  13 t / jour	E
2921	1.a	Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle, ou récupération de la chaleur par dispersion d'eau dans des fumées émises à l'atmosphère (installations de) : 1. Installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle : a) La puissance thermique évacuée maximale étant supérieure ou égale à 3 000 kW	Puissance thermique maximale évacuée :  8 510 kW	E
1185	2.a	Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n°517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage). 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation. a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg	Quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente :  586,4 kg	DC

1435	2	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs. Le volume annuel de carburant liquide distribué étant : 2. Supérieur à 100 m <sup>3</sup> d'essence ou 500 m <sup>3</sup> au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m <sup>3</sup>	Volume annuel de carburant distribué :  1 000 m <sup>3</sup> / an	DC
1510	2.c	Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques. 2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant : c) Supérieur ou égal à 5 000 m <sup>3</sup> mais inférieur à 50 000 m <sup>3</sup>	Volume susceptible d'être stocké :  45 870 m <sup>3</sup>	DC
1511	2	Entrepôts exclusivement frigorifiques. Le volume susceptible d'être stocké étant : 2. Supérieur ou égal à 5 000 m <sup>3</sup> , mais inférieur à 50 000 m <sup>3</sup>	Volume susceptible d'être stocké : 5 903 m <sup>3</sup>	DC
1530	2	Papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés (dépôt de), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510 et des établissements recevant du public. Le volume susceptible d'être stocké étant : 2. supérieure à 1 000 m <sup>3</sup> mais inférieure ou égale à 20 000 m <sup>3</sup>	Volume susceptible d'être stocké : 4 500 m <sup>3</sup>	D
1532	2.b	Bois ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et visés par la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public. 2. Autres installations que celles définies au 1, à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510, le volume susceptible d'être stocké étant : b) Supérieure à 1 000 m <sup>3</sup> mais inférieure ou égale à 20 000 m <sup>3</sup>	Volume susceptible d'être stocké :  1 500 m <sup>3</sup>	D
2661	2.b	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (transformation de) 2. Par tout procédé exclusivement mécanique (sciage, découpage, meulage, broyage, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant : b. Supérieure ou égale à 2 t/j, mais inférieure à 20 t/j	Quantité de matière susceptible d'être traitée :  4,3 t	D
2662	2	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510. Le volume susceptible d'être stocké étant : 2. Supérieure ou égal à 100 m <sup>3</sup> , mais inférieur à 1 000 m <sup>3</sup>	Volume susceptible d'être stocké :  230 m <sup>3</sup>	D
2663	2.b	Pneumatiques et produits dont 50% au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510 : 2. Dans les autres cas et pour les pneumatiques, le volume susceptible d'être stocké étant :	Volume susceptible d'être stocké :  1 024 m <sup>3</sup>	D

		b) supérieur ou égal à 1 000 m <sup>3</sup> , mais inférieur à 10 000 m <sup>3</sup>		
2910	A.2	<p>Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes</p> <p>A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW</p>	<p>Puissance thermique nominale totale de 19,8 MW</p> <p>- 2 Chaudières au gaz naturel (16,6 MW et 13,6 MW), <b>dont une en mode secours</b>, pour la production de vapeur</p> <p>- 1 groupe électrogène au FOD (3,2 MW)</p>	DC
2925	1	<p>Accumulateurs électriques (ateliers de charge d') :</p> <p>1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération <sup>(1)</sup> étant supérieure à 50 kW</p>	<p>Puissance maximale utilisable en courant continu : 100 kW</p>	D
2940	2.b	<p>Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de) sur support quelconque à l'exclusion des installations dont les activités sont classées au titre des rubriques 2330, 2345, 2351, 2360, 2415, 2445, 2450, 2564, 2661, 2930, 3450, 3610, 3670, 3700 ou 4801.</p> <p>2. Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le « trempé » (pulvérisation, enduction, autres procédés), la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre étant :</p> <p>b) supérieure à 10 kg/j, mais inférieure ou égale à 100 kg/j</p>	<p>Quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre :</p> <p>50 kg/j</p>	DC
4441	2	<p>Liquides comburants catégorie 1, 2 ou 3.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 50 t</p>	<p>Quantité totale susceptible d'être présente : 5 t</p>	D
4734	2.c	<p>Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution :</p> <p>essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant :</p> <p>2. Pour les autres stockages :</p> <p>c) Supérieure ou égale à 50 t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total</p>	<p>Quantité totale susceptible d'être présente :</p> <p>76,05 t</p>	DC
4735	1.b	<p>Ammoniac.</p> <p>La quantité susceptible d'être présente dans l'installation</p>	<p>Quantité totale susceptible d'être</p>	DC

		<p>étant :</p> <p>1. Pour les récipients de capacité unitaire supérieure à 50 kg :</p> <p>b) Supérieure ou égale à 150 kg mais inférieure à 1,5 t</p>	<p>présente :</p> <p>1 t</p>	
1630		<p>Soude ou potasse caustique (emploi ou stockage de lessives de).</p> <p>Le liquide renfermant plus de 20 % en poids d'hydroxyde de sodium ou de potassium.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>2. Supérieure à 100 t, mais inférieure ou égale à 250 t</p>	<p>Quantité totale susceptible d'être présente :</p> <p>72,5 t</p>	NC
2910		<p>Installation de combustion</p> <p>Puissance thermique nominale inférieure à 1 MW</p>	<p>Puissance thermique nominale totale de 0,525 MW</p> <p>- 2 Chaudières au gaz naturel (0,09 MW et 0,035 MW), bâtiment administratif et locaux sociaux</p> <p>- 1 Four de rétraction (0,4 MW)</p>	NC
4331		<p>Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant :</p> <p>3. Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 100 t</p>	<p>Quantité totale susceptible d'être présente :</p> <p>7,12 t</p>	NC
4510		<p>Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t</p>	<p>Quantité totale susceptible d'être présente :</p> <p>11,643 t</p>	NC
4511		<p>Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 200 t</p>	<p>Quantité totale susceptible d'être présente :</p> <p>1,404 t</p>	NC
4718	1	<p>Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène).</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations(*) y compris dans les cavités souterraines (strates naturelles, aquifères, cavités salines et mines désaffectées, hors gaz naturellement présent avant exploitation de l'installation) étant :</p> <p>1. Pour le stockage en récipients à pression transportables :</p> <p>b. Supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 35 t.</p>	<p>Quantité totale susceptible d'être présente :</p> <p>0,8 t</p>	NC
4735	2	<p>Ammoniac.</p> <p>La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>2. Pour les récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 50 kg :</p> <p>b) Supérieure ou égale à 150 kg mais inférieure à 5 t</p>	<p>Quantité totale susceptible d'être présente :</p> <p>0,088 t</p>	NC



**Régime :**

A (autorisation), E (enregistrement), DC (déclaration avec contrôle périodique), D (déclaration), NC (non classé).

\* le BREF relatif à la rubrique principale 3642 est le BREF FDM – Industries agro-alimentaires et laitières (conclusions sur les meilleures techniques disponibles publiées le 4 décembre 2019).

Le présent arrêté vaut récépissé de déclaration pour les installations visées D ou DC au tableau ci-dessus.

Le présent arrêté vaut autorisation et récépissé de déclaration au titre de l'article L. 214-6 du code de l'environnement pour les rubriques suivantes de la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités figurant à l'article R. 214-1 du code de l'environnement :

Rubrique	Installations, ouvrages, travaux et activités	Régime
1.1.1.0	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau • 5 piézomètres	Déclaration
1.2.1.0-1	A l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu par l'article L. 214-9, prélèvements et installations et ouvrages permettant le prélèvement, y compris par dérivation, dans un cours d'eau, dans sa nappe d'accompagnement ou dans un plan d'eau ou canal alimenté par ce cours d'eau ou cette nappe : 1° D'une capacité totale maximale supérieure ou égale à 1 000 m <sup>3</sup> /heure ou à 5 % du débit du cours d'eau ou, à défaut, du débit global d'alimentation du canal ou du plan d'eau  160 m <sup>3</sup> /h 9,6 % du débit d'étiage Débit d'étiage de l'Aveyron : 1 670 m <sup>3</sup> /h	Autorisation
3.1.2.0-2	Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau : 2° Sur une longueur de cours d'eau inférieure à 100 m  Prélèvement d'eau (ouvrage de pompage)	Déclaration

**ARTICLE 3 – Valeurs limites d'émissions des eaux résiduaires**

L'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2019-12-06-004 du 6 décembre 2019, qui a initialement modifié l'article 2.3.6 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral n°2011-34-07 du 3 février 2011 « Valeurs limites d'émissions des eaux résiduaires », est modifié comme suit :

Les eaux résiduaires (rejet point n°2 au paragraphe 2.3.3) déversées dans le réseau d'eaux usées vers la station d'épuration de Cantaranne doivent respecter, avant rejet dans cette station d'épuration, les valeurs limites définies ci-dessous :

PARAMÈTRES	Débit de pointe horaire (m³/h)	Débit moyen mensuel (m³/j)	Débit maximal journalier (m³/j)	Fréquence de l'auto-surveillance (1)	Nombre de contrôles annuels par organisme agréé ou spécialisé
Débit	266	2000	2433	C	2
pH	5,5 à 9,5 *			C	2
Température	Inférieure à 35 °C			C	2
	Valeur limite CONCENTRATION (mg/l)	Valeur limite FLUX journalier (kg/j)		Fréquence de l'auto-surveillance (1)	Nombre de contrôles annuels par organisme agréé ou spécialisé
Demande Chimique en Oxygène (DCO)	3000	4784		J	2
Matières En Suspension Totales (MEST)	900	1170		J	2
Demande Biochimique en Oxygène sur 5 jours (DBO <sub>5</sub> )	2000	2600		M	2
Azote global	150	170		3 fois/semaine	2
Phosphore total	50	65		H	2
Zinc	0,8	1,6		T	2
Chlorures	-	-		M	2

(1): C pour continue, J pour journalière, H pour hebdomadaire, M pour mensuelle et T pour trimestrielle.

\* : la convention spéciale de déversement du 2 octobre 2019 fixe un pH compris entre 5,5 et 10,5.

Les valeurs limites ci-dessus s'appliquent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur vingt-quatre heures.

Dans le cas où une autosurveillance est mise en place, 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Dans le cas d'une autosurveillance journalière (ou plus fréquente) des effluents aqueux, ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle.

#### **ARTICLE 4 – Situation de l'établissement**

L'article 2 de l'arrêté préfectoral n°2011-34-07 du 3 février 2011 « Situation de l'établissement », est modifié comme suit :

L'installation autorisée est située sur la commune, parcelles et lieu-dit suivants :

Commune	Lieu-dit	Parcelles
ONET LE CHATEAU	Zone industrielle de Cantaranne	N°22, 23, 27, 60, 61, 64, 67, 68, 106, 107 et 130 - section BV

## **ARTICLE 5 – Détection et extinction automatiques**

L'article 6.14.4 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral n°2011-34-07 du 3 février 2011 « Détection et extinction automatiques », est modifié comme suit :

Les locaux sont équipés d'un système de détection automatique d'incendie avec transmission de l'alarme à l'exploitant.

## **ARTICLE 6 – Acide nitrique**

L'article 6.6.6 est créé à l'arrêté préfectoral n°2011-34-07 du 3 février 2011, il est défini comme suit :

Le stockage d'acide nitrique d'une capacité de 50 m<sup>3</sup> est limité à 40 tonnes. Cette limitation est réalisée au moyen d'un radar et d'une sonde de niveau en redondance ou tout autre moyen équivalent.

L'historique de niveau est enregistré en continu et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

## **ARTICLE 7 – Interdiction du fonctionnement en simultané des deux chaudières fournissant la vapeur**

L'article 3.2.5 est créé à l'arrêté préfectoral n°2011-34-07 du 3 février 2011, il est défini comme suit :

Le fonctionnement en simultané des deux chaudières pour la production de vapeur n'est pas autorisé.

Une de ces chaudières peut seulement intervenir en secours de l'autre.

## **ARTICLE 8 – Rejets de la chaudière de production de vapeur de 16,6 MW**

L'article 3.2.3.1 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral n°2011-34-07 du 3 février 2011 « Détection et extinction automatiques », est modifié comme suit :

### **Caractéristiques :**

- puissance thermique : 16,6 MW
- énergie : gaz naturel
- débit volumétrique des gaz résiduels : 18 400 Nm<sup>3</sup>/h
- vitesse verticale des gaz de combustion en sortie de cheminée : > 5 m/s
- teneur en oxygène des gaz résiduels à laquelle sont rapportées les valeurs limites : 3 %

PARAMETRES	DEBIT (Nm <sup>3</sup> /h) (0)	VALEUR LIMITE (mg/m <sup>3</sup> )	FLUX HORAIRE (g/h)	AUTO- SURVEILLANC E	NOMBRE DE CONTRÔLES RÉALISÉS PAR UN ORGANISME AGRÉÉ OU SPÉCIALISÉ
CO	18400	100 (1)	1840	Non	1 fois tous les 2 ans
NO <sub>x</sub> (exprimés en NO <sub>2</sub> )	18400	225 120 (1)	4140 2208 (1)	Non	1 fois tous les 2 ans

Le volume des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes normaux (Nm<sup>3</sup>) rapportés à des conditions normalisées de température (273,15 K) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs)

(1) à compter du 01/01/2025.

Les mesures sont effectuées par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement pour les polluants pour lesquels il existe une procédure d'agrément, ou, dans le cas contraire, désigné en accord avec l'inspecteur des installations classées.

Ces mesures sont effectuées sur une durée voisine d'une demi-heure, dans les conditions représentatives du fonctionnement de l'installation. Au moins trois mesures sont réalisées sur une période d'une demi-journée.

## **ARTICLE 9 – Rejets de la chaudière de production de vapeur de 13,6 MW**

L'article 3.2.3.2 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral n°2011-34-07 du 3 février 2011 « Détection et extinction automatiques », est modifié comme suit :

### **Caractéristiques :**

- puissance thermique : 13,6 MW
- énergie : gaz naturel
- débit volumétrique des gaz résiduels : 15 100 Nm<sup>3</sup>/h
- vitesse verticale des gaz de combustion en sortie de cheminée : > 5 m/s
- teneur en oxygène des gaz résiduels à laquelle sont rapportées les valeurs limites : 3 %

PARAMETRES	DEBIT (Nm <sup>3</sup> /h) (0)	VALEUR LIMITE (mg/m <sup>3</sup> )	FLUX HORAIRE (g/h)	AUTO- SURVEILLANCE	NOMBRE DE CONTRÔLES RÉALISÉS PAR UN ORGANISME AGRÉÉ OU SPÉCIALISÉ
CO	15100	100 (1)	1510	Non	1 fois tous les 2 ans
NO <sub>x</sub> (exprimés en NO <sub>2</sub> )	15100	150 120 (1)	2265 1812 (1)	Non	1 fois tous les 2 ans

Le volume des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes normaux (Nm<sup>3</sup>) rapportés à des conditions normalisées de température (273,15 K) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs)

(1) à compter du 01/01/2025.

Les mesures sont effectuées par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement pour les polluants pour lesquels il existe une procédure d'agrément, ou, dans le cas contraire, désigné en accord avec l'inspecteur des installations classées.

Ces mesures sont effectuées sur une durée voisine d'une demi-heure, dans les conditions représentatives du fonctionnement de l'installation. Au moins trois mesures sont réalisées sur une période d'une demi-journée.

## **Article 10 - Délais et voies de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal Administratif de Toulouse soit par courrier, soit par l'application informatique télérecours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr> :

1° par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée,

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

### **Article 11 - Publication et information des tiers**

En application de l'article R. 181-44 du code de l'environnement :

- Une copie du présent arrêté préfectoral complémentaire est déposée à la mairie de la commune d'implantation du projet et peut y être consultée ;
- Un extrait du présent arrêté préfectoral complémentaire est affiché à la mairie de la commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture qui a délivré l'acte, pendant une durée minimale de quatre mois.

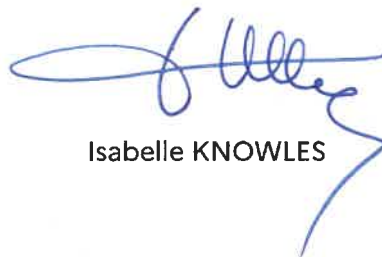
L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

### **Article 12 – Exécution**

La Secrétaire générale de la préfecture de l'Aveyron, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspection des installations classées et le Maire de la commune d'Onet-le-Château, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Aveyron et dont une copie sera notifiée à la Société Fromagère de Rodez.

Fait à Rodez, le **23 DEC 2021**

Pour la Préfète d'Aveyron et par délégation,  
La secrétaire générale



Isabelle KNOWLES